



Informations du Guatemala

1ère Année / N°43

du 23 au 29 octobre 1983

POLITIQUE

L'armée guatémaltèque est profondément divisée
Les partis politiques traditionnels critiquent le régime
Changements ministériels
Nouvelle réunion du CONDECA
Le régime guatémaltèque appuie l'invasion de Grenade
Le Mexique et le Costa Rica critiqués

ECONOMIE

Les industriels exigent la protection du gouvernement
Les patrons sollicitent la réduction des prestations sociales
Les petits producteurs dénoncent la corruption

CONTRE-INSURRECTION

Des officiels nord-américains en visite dans le pays
Lobos Zamora : Nouvelles tactiques contre l'insurrection
Les paysans kekchies encerclés par l'armée
Le budget de la défense augmente
Des déclarations contradictoires

INSURRECTION

Les FAR tendent une embuscade à l'armée
Les séquestrés libérés
L'armée reconnaît avoir subi des pertes dans l'Ouest

REFUGIES

Il n'y a pas de négociations pour le retour des réfugiés
Ils fuient la terreur instaurée par l'armée

DROITS DE L'HOMME

Le rapport d'Amnesty International
Le vice-président de la FIDH menacé au Guatemala
Monseigneur Pellecer dénonce la répression contre l'Eglise
Assassinats et enlèvements
Vague d'enlèvements dans l'Ouest

POLITIQUE

L'ARMEE GUATEMALTEQUE EST PROFONDEMENT DIVISEE

D'après un commentaire de l'agence de presse AFP, publié le 23 octobre, l'armée guatémaltèque est profondément divisée. Les divergences dans les rangs militaires n'ont cessé de croître depuis 1982 -date à laquelle le général Lucas Garcia a été renversé-; elles se sont encore accentuées après le coup d'Etat du mois d'août dernier qui amena au pouvoir le général Mejia Victores.

Ces dernières semaines, plusieurs militaires de grade élevé ont été relevés de leur fonction, dans l'armée et dans l'administration. Le retrait le plus significatif fut celui du général Hector Mario Lopez Fuentes, chef de l'état-major de l'armée. Le général Mejia Victores reste désormais le seul militaire haut-gradé à occuper des fonctions officielles.

Les milieux diplomatiques interrogés par la presse guatémaltèque estiment que le gouvernement actuel jouit de "peu de stabilité". Ils n'écartent pas la possibilité qu'une tentative de coup d'Etat ait été à l'origine des mutations de hauts fonctionnaires.

LES PARTIS POLITIQUES TRADITIONNELS CRITIQUENT LE REGIME

Le 25 octobre, plusieurs déclarations, accusant le régime militaire de vouloir se maintenir au pouvoir, de réprimer l'opposition et de pratiquer la corruption, ont rendu manifeste la détérioration du régime.

Mario Sandoval Alarcon, dirigeant de l'ultra-conservateur Mouvement de Libération Nationale (MLN), a remis en question l'efficacité administrative des forces armées et assuré que "la subversion avance sur tous les fronts". Le dirigeant a reconnu que son parti avait soutenu le régime (au sein duquel quelques membres du MLN occupent de hautes fonctions) dès le début, mais que le gouvernement s'était détourné de ses principes en abandonnant le concept de régime transitoire et en tentant de se maintenir au pouvoir.

Vinicio Cerezo Arevalo, premier secrétaire de la Démocratie Chrétienne (DC), a dénoncé le 24 octobre l'assassinat de Juan Ruano, Felipe Mejicanos et de José Natereno, dirigeants de ce parti. Ils ont été assassinés dans le département de Escuintla, vers le milieu du mois.

En outre, les membres du parti souffrent d'une nouvelle vague de répression. "L'ouverture démocratique, ajoute Cerezo Arevalo, ne consiste pas à annoncer de nouvelles élections et à inscrire de nouveaux partis politiques, mais à garantir la libre participation politique de toutes les tendances".

CHANGEMENTS MINISTERIELS

Le 27 octobre, Arturo Padilla Lira et Otto Palma Figueroa ont été démis des fonctions qu'ils exerçaient respectivement au ministère de l'Economie et au ministère des Finances.

Carlos Padilla Natereno a été nommé au ministère du Travail, où il était vice-ministre depuis le gouvernement du général Lucas Garcia, et Leonel Hernandez Cardona au ministère de l'Economie, où il travaille depuis plusieurs années. Ramon Zelada Carrillo, sous-secrétaire des relations publiques de la présidence, a reconnu que la démission des ministres était due à des frictions au sein du cabinet.

NOUVELLE REUNION DU CONDECA

Les chefs d'Etat et les ministres de la Défense du Guatemala, du Salvador et du Honduras se réuniront prochainement dans ce dernier pays, dans le cadre des activités du Conseil de Défense Centre-Américain (CONDECA).

Le gouvernement nicaraguayen a affirmé le 27 octobre que cette rencontre a pour objet de proclamer une invasion du territoire du Nicaragua, en accord avec les plans de la CIA.

L'existence d'un plan d'invasion a été reconnue par Adolfo Carrera Portacarrero, membre du Front Démocratique Nicaraguayen (FDN). Ce dernier assure qu'il existe un plan d'invasion nord-américaine du Nicaragua, soutenu par le CONDECA, dans le but de détruire la révolution sandiniste.

LE REGIME GUATEMALTEQUE APPUIE L'INVASION DE GRENADÉ

Le régime du Guatemala a été le premier à apporter son soutien à l'invasion nord-américaine dans l'île de Grenade le 25 octobre. Il a observé la même attitude lors de la réunion de l'Organisation des Etats Américains le 26.

Fernando Andrade, ministre des Relations Extérieures, a reconnu avoir reçu la visite de l'ambassadeur nord-américain dans le pays, Frederick Chapin, "pour solliciter la compréhension et l'appui de notre gouvernement dans cette affaire". "Le Guatemala, a ajouté Andrade, ne soutient pas les actions contre la paix, mais assume une attitude de respect pour les droits de l'homme ; c'est pourquoi il adoptera une position de compréhension dans ce conflit".

Plusieurs groupes politiques ont critiqué la position du gouvernement. "Comment le Guatemala peut-il assumer une position de compréhension face à une intervention aussi éhontée et sanglante ?" a demandé le comité politique Force Nouvelle, d'orientation social-démocrate.

LE MEXIQUE ET LE COSTA RICA CRITIQUES

Le 24 octobre, des fonctionnaires gouvernementaux et des représentants des partis politiques traditionnels ont critiqué un communiqué émis par les représentants du Mexique et du Costa Rica à la mi-octobre, dans lequel ils signalent que le conflit centre-américain obéit à des causes internes.

"Monge abandonne la position centre-américaine selon laquelle le conflit Est-Ouest est à l'origine du problème pour assumer, comme les insurgés, la position selon laquelle les problèmes de la région sont provoqués par la situation sociale de nos pays", a déclaré un dirigeant de l'ultra-conservateur Mouvement de Libération Nationale.

ECONOMIE

LES INDUSTRIELS EXIGENT LA PROTECTION DU GOUVERNEMENT

La Chambre de l'Industrie du Guatemala (CIG), qui représente les secteurs les plus puissants de l'industrie nationale, a reproché au gouvernement de tolérer toutes sortes de violations aux accords du Marché commun centre-américain. Il est reproché aux autres pays de la région de faire obstacle à la vente et au stockage des produits industriels guatémaltèques en Amérique Centrale. Dans un communiqué diffusé le 25 octobre, la CIG signale : "L'industrie guatémaltèque s'est vue limitée dans sa capacité de production, ce qui a entraîné dans beaucoup de cas l'arrêt total, la fermeture et la chute de nombreuses in-

X // industries, provoquant le chômage et contribuant à l'instabilité sociale et économique du pays".

Les industriels exigent du gouvernement qu'il veille à l'application des accords du "Mercomun" et limite les importations de produits centre-américains au Guatemala.

LES PATRONS SOLLICITENT LA REDUCTION DES PRESTATIONS SOCIALES

L'Inspection du Travail a fait savoir qu'elle avait reçu ces derniers jours des centaines de sollicitations émanant de chefs d'entreprise. Ils demandent que le gouvernement les dispense de payer les prestations exceptionnelles de fin d'année, alléguant l'impossibilité économique d'en assumer le coût.

On a appris de source officielle qu'en raison de l'austérité budgétaire, le gouvernement envisage la possibilité de réduire ou de ne pas effectuer le paiement de ces prestations aux fonctionnaires.

LES PETITS PRODUCTEURS DENONCENT LA CORRUPTION

Le 24, les petits et moyens producteurs de café ont dénoncé le fait que les fonctionnaires du gouvernement, de connivence avec les grands planteurs de café, répartissent arbitrairement les quotas d'exportation du café, et l'achètent à 60 ou à 70 quetzales le quintal*, qu'ils revendent ensuite à 176 dollars sur le marché international (1 quetzal est en principe égal à 1 dollar, mais sur le marché libre, le change oscille autour de 1,50 dollar).

CONTRE-INSURRECTION

DES OFFICIELS NORD-AMERICAINS EN VISITE DANS LE PAYS

Deux représentants officiels du commandement Sud des Etats-Unis, basé à Panama, sont arrivés dans le pays le 18 octobre. Ils se sont entretenus avec de hauts fonctionnaires de l'armée guatémaltèque et ont visité des installations militaires dans la capitale, ainsi que la brigade de Poptun, dans le département du Peten (Nord du pays).

L'ambassade nord-américaine et le gouvernement guatémaltèque se sont abstenus de donner des détails sur ce voyage et les objectifs des militaires nord-américains.

LOBOS ZAMORA : NOUVELLES TACTIQUES CONTRE L'INSURRECTION

Le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'état-major de l'armée, a annoncé le 21 que de nouvelles tactiques contre-insurrectionnelles seront mises en oeuvre et affirmé "la nécessité de réactualiser l'armement dont dispose actuellement le corps militaire".

Plus de 10.000 soldats participent depuis juin 1982 à "une immense opération militaire contre la guérilla", dans le département du Huehuetenango, a déclaré le 25 octobre le lieutenant-colonel Mario Terraza, commandant en second de la brigade militaire de ce département.

Cette région a été le théâtre de nombreux massacres de la population civile, massacres que les organisations humanitaires s'accordent à imputer aux troupes gouvernementales.

* Un quintal espagnol = 45 kg

LES PAYSANS KEKCHIES ENCERCLES PAR L'ARMEE

Le Comité d'Unité Paysanne (CUC), dans une dénonciation publiée le 24 octobre, affirme que 300 indigènes kekchies "courent le danger d'être massacrés". Les troupes gouvernementales les ont encerclés depuis le 21 octobre à Chama, département de Alta Verapaz, les accusant d'être des guérilleros.

Le CUC a rappelé que l'année dernière, des pressions internationales ont réussi à empêcher l'armée de mener à terme un massacre dans le village de Choatalum, Chimaltenango. Il a lancé un appel à l'opinion publique pour qu'elle manifeste sa solidarité envers les indigènes kekchies.

Selon les déclarations du 22 octobre du Comité d'Unité Syndicale (CNUS), au cours de ces derniers trois mois, les troupes gouvernementales ont assiégé des villages durant de longues périodes ; 150 paysans au moins ont été assassinés ; des dizaines de personnes ont été capturées et sont portées disparues.

LE BUDGET DE LA DEFENSE AUGMENTE

Le général Mejia Victores, chef de l'Etat, a fait savoir le 24 octobre que le budget général des dépenses de la nation pour l'année 1983-84 prévoyait une augmentation du budget de la défense nationale.

Le taux de l'augmentation n'a pas été dévoilé mais Mejia Victores a précisé qu'elle répond à la volonté du régime d'augmenter "en une proportion considérable" les éléments des forces de sécurité.

Le budget actuel, comme l'a récemment fait remarquer le Parti Socialiste Démocratique (PSD), accorde plus de 50 % des dépenses au secteur de la défense nationale.

Le 25 octobre le décret-loi 133-83 est entré en vigueur ; il prévoit la création d'une usine de munitions de l'armée, dépendant du ministère de la Défense. Les forces armées doivent constamment entraîner et préparer leurs éléments, "ce qui requiert un approvisionnement en munitions", précise le décret.

DES DECLARATIONS CONTRADICTOIRES

Le général Oscar Mejia Victores a déclaré début octobre que l'un des objectifs de la reprise de l'activité du CONDECA était de freiner le trafic d'armes en augmentation dans la région.

Néanmoins, le 25 octobre, le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'état-major général de l'armée a estimé qu' "il est difficile d'assurer qu'il existe un trafic d'armes depuis le Nicaragua ou le Mexique, puisque l'armée exerce un contrôle adéquat sur le pays et les frontières".

D'autre part, le chef des Relations Publiques de l'armée, le lieutenant-colonel Edgar Djalma Dominguez, a annoncé le 18 octobre que l'armée avait encerclé 1.000 guérilleros dans le Quiché et que la Force Aérienne Guatémaltèque (FAG) bombarde la région pour appuyer les opérations à terre.

Le général Mejia Victores a pourtant estimé incroyable qu'il y ait 1.000 guérilleros dans cette région, et nié les bombardements de la FAG.

INSURRECTION

LES FAR TENDENT UNE EMBUSCADE A L'ARMEE

Le 21 octobre, les unités des Forces Armées Rebelles ont tendu une embuscade aux troupes de l'armée aux environs de la coopérative Bethania, dans le département du Peten (Nord du pays). Les FAR n'ont pas précisé, dans le communiqué diffusé le 27 octobre, le nombre de pertes subies par l'armée.

LES SEQUESTRES LIBERES

Le 26, les Forces Armées Rebelles (FAR) ont libéré Martha Elena Rios Montt et Celeste Aida Mejia Victores (soeurs de l'ex-président Efraïn Rios Montt et de l'actuel chef de l'Etat, le général Oscar Mejia Victores), bien que l'armée ait refusé de libérer Yolanda Urizar, Lucrecia Orellana et Angela Ayala. Les FAR assurent détenir les preuves de la responsabilité de l'armée dans l'enlèvement des trois personnes citées.

Le 22 octobre, le Parti Guatémaltèque du Travail (PGT) a libéré l'entrepreneur et directeur du journal "Prensa Libre", Pedro Julio Garcia, après avoir obtenu la publication d'un manifeste politique dans la presse nationale et internationale.

L'ARMEE RECONNAIT AVOIR SUBI DES PERTES DANS L'OUEST

Le 28, l'armée a reconnu la mort d'un officier et de deux soldats, survenue au cours d'un affrontement entre les troupes gouvernementales et les forces insurgées dans le département de San Marcos (Ouest du pays). Edgar D'Jalma, porte-parole de l'armée, a confirmé la mort du sous-lieutenant Oscar Alberto Alvarez Garcia et des soldats Victor Vivente Robledo et Neftali Barrera Martinez à la suite du choc armé qui eut lieu aux environs du village de Palin, municipalité de Nuevo Progreso. Selon D'Jalma, 4 insurgés sont morts, mais il n'a fourni ni leur noms, ni d'autres preuves, car, a-t-il dit, "il est difficile de chercher des cadavres la nuit".

Le 25 octobre, Augusto Perez et Alfredo Yoc Dominguez ont été enlevés dans les municipalités de San Rafaël Pie de la Cuesta et San Pablo ; le cadavre d'une femme portant des traces de tortures a été découvert dans un domaine de cette région du département de San Marcos.

REFUGIES

IL N'Y A PAS DE NEGOCIATIONS POUR LE RETOUR DES REFUGIES

Selon l'ambassadeur du Mexique dans le pays, 38.536 paysans guatémaltèques, en grande partie des femmes et des enfants sont réfugiés dans 70 camps en territoire mexicain. Le diplomate a assuré ne pas connaître l'existence de contacts entre les gouvernements mexicain et guatémaltèque tendant à viabiliser le retour des réfugiés, ainsi que l'assure le ministère des Relations Extérieures.

Macedo Figueroa a précisé que le nombre des réfugiés s'élève à 9.593 hommes, 9.364 femmes, 9.776 enfants de sexe masculin et 9.593 enfants de sexe féminin.

Le 24 octobre, le ministère des Relations Extérieures a fait savoir que les

gouvernements mexicain et guatémaltèque reconnaissent l'existence de 10.000 réfugiés dans les camps cités. D'autre part, de hauts fonctionnaires militaires ont à nouveau répété qu'il ne s'agit pas de camps de réfugiés mais de camps de guérilleros".

Le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, se référant aux déclarations de l'ambassadeur du Mexique, a affirmé : "Seuls les ministres du Mexique peuvent faire de telles déclarations, et non un ambassadeur".

ILS FUIENT LA TERREUR INSTAUREE PAR L'ARMEE

La terreur massive pratiquée par l'armée du Guatemala est la cause réelle de l'exode de milliers de Guatémaltèques au Mexique, écrit Valudia Serreros Zabala, envoyée spéciale du journal mexicain "El Dia", dans un reportage publié les 25, 26 et 27 octobre.

Serreros Zabala signale que dans les départements du Huehuetenango, du Quiché et du Peten, frontaliers avec le Mexique, l'armée persécute les paysans, brûle leurs maisons et détruit leurs cultures. 50,57% des réfugiés sont des enfants de moins de 14 ans.

DROITS DE L'HOMME

LE RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

D'après le rapport annuel d'Amnesty International (AI), divulgué à Mexico le 25 octobre, le Guatemala est le pays où les droits de l'homme sont le plus bafoués. Le document, présenté par Mauricio Guerrero, président de la section mexicaine d'Amnesty International, informe que 100.000 personnes environ ont été assassinées et portées disparues pour des raisons politiques au Guatemala entre 1960 et 1983.

Le rapport d'Amnesty, qui analyse en détail la situation de 117 pays, nous apprend que dans le cas du Guatemala, les victimes proviennent de tous les secteurs sociaux : paysans et indigènes, syndicalistes, membres du clergé, dirigeants politiques, journalistes et autres professions.

LE VICE-PRESIDENT DE LA FIDH MENACE AU GUATEMALA

Antonio Garcia Borrajo, vice-président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et conseiller à la direction du Conseil de l'Europe pour les droits de l'homme, a été obligé de sortir du Guatemala après avoir été menacé par les autorités.

Garcia Borrajo se trouvait au Guatemala depuis la mi-octobre pour enquêter sur la situation des droits de l'homme ; mais il a dû interrompre sa mission et demander la protection de l'ambassade de France pour sortir du pays, ainsi qu'il l'a déclaré le 24 au cours d'une conférence de presse tenue à Mexico.

Selon le juriste, les droits de l'homme ne sont pas respectés au Guatemala ; il existe des prisons clandestines où environ 800 personnes sont illégalement détenues et soumises à des tortures.

Garcia Borrajo a lancé un appel à l'ONU, au Conseil de l'Europe et à l'Organisation des Etats Américains pour qu'ils interviennent "très rapidement" en faveur du respect des droits de l'homme.

MONSEIGNEUR PELLECECER DENONCE LA REPRESSION CONTRE L'EGLISE

Mr Pellececer a dénoncé une embuscade tendue le mardi 18 octobre à un groupe de religieuses dans le département de Escuintla (Sud du pays). Le prêtre José Alfredo Garcia a été séquestré et torturé pendant plus de 4 heures. Le Père Garcia, a ajouté Monseigneur Pellececer, a été soumis à un interrogatoire pour obtenir des informations sur mes activités. Il semble qu'ils veuillent me séquestrer. Le prélat a dénoncé l'arrestation et la séquestration de nombreux catéchistes, dont "on ne sait s'ils sont en vie".

Le 25, Monseigneur Pellececer est parti pour Rome, accompagné de 7 évêques guatémaltèques. "Nous informerons le Saint Père de tout ceci".

ASSASSINATS ET ENLEVEMENTS

Les 22 et 23 octobre, 17 personnes au moins ont été assassinées et 2 autres enlevées en différents points du pays.

On a découvert plusieurs cadavres dans des sacs plastiques, ce qui a été qualifié d'escalade dans le sadisme et la cruauté.

Felipe Ralaj Xiloj, fonctionnaire local de l'Agence Internationale pour le Développement (AID, nord-américaine), et son épouse ont été enlevés à leur domicile dans la capitale. Selon le témoignage de leur famille, recueilli le 26 octobre, l'enlèvement a eu lieu dans la nuit du 19 octobre, durant une opération effectuée par les forces de sécurité du gouvernement.

Ralaj Xiloj est le second fonctionnaire de l'AID victime de la répression gouvernementale cette année.

Le docteur Orencio Sosa Calderon a été enlevé le 26 octobre dans la ville de Chimaltenango où il exerce en tant que médecin hospitalier.

Le 27, le docteur Rafael Ovalle Luna a été enlevé alors qu'il faisait de la gymnastique devant son domicile de la capitale.

VAGUE D'ENLEVEMENTS DANS L'OUEST

Les habitants et les travailleurs agricoles du département de San Marcos ont dénoncé le 28 octobre une vague d'enlèvements : les forces de sécurité, accompagnées de chiens de chasse, arrivent dans les villages avec une liste, à bord de véhicules non immatriculés (ou bien avec la plaque dissimulée), et enlèvent les personnes.

Mme Victoria Cardona a dénoncé le 17 octobre l'enlèvement de son mari Florentino Juarez Lopez et de 16 paysans dans la municipalité de Ocos, San Marcos.

Cette région constitue la zone d'opération de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), l'une des quatre organisations composant l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG).